

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE L'ÎLE D'ORLÉANS
MUNICIPALITÉ SAINTE-FAMILLE, ÎLE D'ORLÉANS**

Adoption du Règlement 2012-257 RMU 04 sur le colportage

Attendu les pouvoirs conférés à la Municipalité en matière de protection et de sécurité publique, notamment par le Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1) et la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1);

Attendu qu'un avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire tenue le 4 juin 2012;

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir reçu copie du présent règlement dans les délais prescrits par la Loi et renoncent à sa lecture;

En conséquence;

Il est proposé par Bruno Simard, **appuyé par** Mathieu Drouin,

Et

Il est résolu à l'unanimité des conseillers (ères)

Que le règlement portant le numéro 2012-257, intitulé « **Règlement RMU-04 sur le colportage** » soit et est adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit.

Article 1 Définitions

Agent de la paix : personne responsable de l'application du présent règlement dans le cadre de sa mission, plus précisément en ce qui a trait au maintien de la paix, l'ordre et la sécurité publique sur le territoire.

Colporter : sans en avoir été requis, solliciter une personne à son domicile ou à sa place d'affaires afin de vendre une marchandise ou d'offrir un service ou de solliciter un don.

Colporteur : toute personne physique qui colporte.

Officier chargé de l'application : l'officier municipal et les agents de la paix sont responsables de l'application de tout ou partie du présent règlement et sont autorisés à émettre des constats d'infraction.

Officier municipal : l'inspecteur municipal et leur adjoint respectif et toute autre personne désignée par résolution du conseil municipal.

Article 2 Permis

Il est interdit de colporter ou de faire colporter sans un permis.
Une personne morale ne peut obtenir de permis pour colporter.

Article 3 Coût

Pour obtenir un permis de colporteur, chaque colporteur doit déboursier le montant de 50 \$ pour sa délivrance.

Article 4 Période

Le permis est valide pour la période fixe de un jour à la date de sa délivrance.

Article 5 Transfert

Le permis n'est pas transférable.

Article 6 Examen

Le permis doit être porté par le colporteur et exhibé sur demande, pour examen, à l'officier chargé de l'application du présent règlement ou à toute personne sollicitée.

Quiconque ne porte pas ou n'exhibe pas son permis à l'officier chargé de l'application du présent règlement ou à toute personne sollicitée qui en fait la demande commet une infraction.

Article 7 Renseignements pour l'obtention du permis

Pour obtenir le permis requis à l'*article 2*, une personne physique doit, dans sa demande :

1. fournir son nom, son adresse, son numéro de téléphone et sa date de naissance;
2. fournir le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'organisme, de la société ou du commerçant qu'il représente, s'il y a lieu;
3. fournir une attestation de vérification d'antécédent criminel négative datée de moins d'un mois;
4. détenir et fournir copie du permis émis sous l'autorité de la *Loi sur la protection du consommateur* (L.R.Q. chap. P-40.1);
5. indiquer la période pendant laquelle et où le colportage est exercé;
6. indiquer les raisons du colportage et décrire la marchandise ou le service offert;
7. acquitter le tarif fixé en argent comptant, chèque certifié ou mandat poste;
8. avant l'émission du permis, le demandeur doit faire paraître un avis dans un journal circulant dans la municipalité le texte de l'*annexe « A »*.

L'officier municipal délivre le permis dans un délai maximum de 15 jours de la date du dépôt de la demande, lorsque celle-ci est complète.

Article 8 Exemption applicable à certains commerces

Nonobstant l'*article 2*, aucuns permis ne sont exigés pour toute personne :

- 8.1 Qui a un lieu d'affaires sur le territoire de la municipalité;
- 8.2 Qui vend et colporte des brochures de tempérance ou d'autres publications morales ou religieuses, des livres de prières ou des catéchismes;

- 8.3 Qui vend et colporte des actes du Parlement, des proclamations, gazettes, almanachs ou autres documents imprimés et publiés par autorité;
- 8.4 Qui vend et colporte du poisson, des fruits, du combustible, du bois de chauffage et des victuailles;
- 8.5 Qui vend et colporte des objets, effets et marchandises qu'il a lui-même fabriqués.

Article 9 Révocation

Le permis peut être révoqué ou annulé en tout temps si, au cours de la durée du permis :

1. la personne cesse de satisfaire aux exigences pour la délivrance du permis;
2. emprunte ou utilise le nom de la municipalité pour se présenter et/ou offrir son produit ou son service dans une manœuvre de fausse représentation.

Article 10 Reconnaissance de certains organismes sans but lucratif

1. Toute personne œuvrant pour un organisme sans but lucratif de la municipalité ou un organisme reconnu par la municipalité n'a pas besoin de permis requis à l'*article 2*.
2. Toute personne œuvrant pour un organisme sans but lucratif qui n'est pas de la municipalité peut obtenir, sans frais, le permis requis à l'*article 2* et les *articles 7.4 et 7.8* ne sont pas applicables.

Article 11 Heures

Il est interdit de colporter entre 19 heures et 10 heures.

Article 12 Poursuite pénale

Le Conseil autorise l'officier chargé de l'application du présent règlement à entreprendre des poursuites pénales contre toute personne contrevenant à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement et autorise généralement ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Article 13 Amendes

Quiconque contrevient aux *articles 2, 6 et 11* du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 200 \$ et de 400 \$ pour chaque récidive.

Lorsqu'une infraction dure plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fraction de jour qu'elle a duré.

Article 14 Abrogation

Le présent règlement abroge, à toutes fins que de droit, le règlement 156, de même que tout règlement ou toutes dispositions incompatibles.

Article 15 Toutefois, si la municipalité reçoit une ou des plaintes de citoyens concernant un colporteur, celui-ci ne pourra plus obtenir de permis de la municipalité

Article 16 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Annexe « A »

Règlement sur le colportage

Avis pour un seul colporteur

Avis aux personnes de la municipalité de Sainte-Famille, Île d'Orléans.

Je suis,..... et je serai dans votre municipalité entre le
..... (jour, mois et année) et le (jour, mois et année) pour vous solliciter pour
vendre(indiquer les produits ou services).
Je peux colporter entre 10 heures et 19 heures.

Pour toute plainte à mon égard, vous pouvez vous adresser à :

M. , à la municipalité, au 3894, chemin Royal Sainte-Famille, Île d'Orléans.
Téléphone : (418) 829-3572
Ou
au poste de la Sûreté du Québec au 939, route Prévost, Saint-Pierre, Île d'Orléans.
Téléphone : (418) 828-4141

Nom du colporteur

Avis pour plusieurs colporteurs ensemble

Avis aux personnes de la municipalité de Sainte-Famille, Île d'Orléans.

Nous sommes,..... et nous serons dans votre municipalité entre le
(jour, mois et année) et le(jour, mois et année) pour vous solliciter pour vendre
.....(indiquer les produits ou services).
Nous pouvons colporter entre 10 heures et 19 heures.

Pour toute plainte à notre égard, vous pouvez vous adresser à :

M. , à la municipalité, au 3894, chemin Royal Sainte-Famille, Île d'Orléans.
Téléphone : (418) 829-3572
Ou
au poste de la Sûreté du Québec au 939, route Prévost, Saint-Pierre, Île d'Orléans.
Téléphone : (418) 828-4141

Nom des colporteurs

Sylvie Beaulieu g.m.a.
Directrice générale/secrétaire-trésorière

Jean-Pierre Turcotte
Maire